



## **Commission des Finances et du Budget**

### **Procès-verbal de la réunion du 07 décembre 2017**

#### Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal de la réunion jointe du 6 novembre 2017 et des réunions des 1<sup>er</sup> (après-midi) et 5 décembre 2017
2. 7200 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2018 et modifiant :
  - 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
  - 2) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs ;
  - 3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ;
  - 4) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial ;
  - 5) la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 ;
  - 6) la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs
  - 7) la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;
  - 8) la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ;
  - 9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits et tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
  - 10) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
  - 11) la loi modifiée sur le droit de succession du 27 décembre 1817 ;
  - 12) la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre ;
  - 13) le Code du Travail ;
  - 14) la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes ;
  - 15) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 ;
  - 16) le Code de la sécurité sociale ;
  - 17) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements dénommés :
    - 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées
    - 2) Centres de gériatrie ;
  - 18) la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales ;
  - 19) la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ;
  - 20) la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques ;

21) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des finances

22) la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- Rapporteur : Madame Joëlle Elvinger

7201    Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

- Rapporteur : Madame Joëlle Elvinger

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

\*

Présents :    M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusé :       M. Roy Reding

\*

Présidence :   M. Eugène Berger, Président de la Commission

\*

**1.            Approbation des projets de procès-verbal de la réunion jointe du 6 novembre 2017 et des réunions des 1<sup>er</sup> (après-midi) et 5 décembre 2017**

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

**2.    7200    Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2018 et modifiant :**

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**

**2) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs ;**

**3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ;**

**4) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial ;**

**5) la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 ;**

**6) la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs**

**7) la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;**

**8) la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ;**

**9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits et tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**

**10) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**

**11) la loi modifiée sur le droit de succession du 27 décembre 1817 ;**

**12) la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre ;**

- 13) le Code du Travail ;
- 14) la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes ;
- 15) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 ;
- 16) le Code de la sécurité sociale ;
- 17) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements dénommés :
  - 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées
  - 2) Centres de gériatrie ;
- 18) la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales ;
- 19) la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ;
- 20) la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques ;
- 21) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des finances
- 22) la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

**7201    Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021**

La rapportrice signale le remplacement du terme « le changement de paradigme politique » par « des adaptations politiques » au 3<sup>e</sup> alinéa de la « Conclusion » à la page 54 du projet de rapport.

Avant le vote, les membres du groupe parlementaire CSV et le membre de la sensibilité politique remercient la rapportrice pour le travail accompli.

Le projet de rapport est adopté par 7 voix pour et 5 voix contre.

Luxembourg, le 7 décembre 2017

Le Secrétaire-Administrateur,  
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du  
Budget,  
Eugène Berger